

10 Raisons pour une Transition Énergétique Participative au Maroc

El Mostafa Jamea, Thomas Blanchet et Carsten Herzberg.



Sommaire

Préface	5
Introduction	6
1. Augmenter l'acceptation sociale	8
2. Favoriser l'engagement des citoyens	9
3. Renforcer l'implication des femmes	10
4. Encourager des comportements de sobriété énergétique	11
5. Stimuler la création d'emplois	13
6. Développer une offre de formation pour les jeunes	14
7. Faciliter l'innovation sociale	15
8. Renforcer l'économie locale	16
9. Augmenter la production d'énergie décentralisée et renouvelable	17
10. Renforcer l'approvisionnement des zones rurales	18
Conclusion	19
Annexe Méthodologique	20
Liste des acteurs et actrices interrogé-e-s lors de l'enquête :	20
Liste des documents étudiés	20
Notes de Fin	23



■ Préface

Le Maroc se positionne depuis plusieurs années comme précurseur dans les politiques des énergies renouvelables. Le pays avance à une vitesse très rapide en termes de déploiement de projet d'énergies renouvelables et s'est très vite positionné en tant que pionnier à l'échelle africaine. Néanmoins, la stratégie d'inclusion des parties prenantes et de la participation citoyenne à cette transition énergétique, ingrédient essentiel d'une politique énergétique durable, n'a pas avancé de la même manière. À la lumière de ce contexte, la Fondation Heinrich-Böll-Stiftung Afrique du Nord Rabat (hbs) a décidé de publier une étude consolidant les différentes raisons pour une transition énergétique participative basée sur un travail de terrain. Ce document présente une première réflexion sur la manière dont une transition énergétique participative pourrait avoir lieu au Maroc et sur ses potentiels bénéfiques. Il livre ainsi une esquisse de l'angle dont la société civile marocaine perçoit une transition énergétique citoyenne.

Selon l'étude, en s'appuyant sur la parole de citoyen-ne-s interviewé-e-s, une transition énergétique participative pourrait permettre de contribuer à l'acceptation sociale et d'engager les populations locales. Elle pourrait contribuer à faire participer les femmes et les jeunes générations aux projets de la transition énergétique et de leur ouvrir de nouvelles perspectives. Et finalement, elle pourrait aussi contribuer au développement économique et social.

Ce papier se voit comme une invitation aux leaders, aux décideurs, aux représentant-e-s du secteur privé et aux citoyen-ne-s pour un débat ouvert sur la transition énergétique au Maroc et sur l'approche à adopter. Nous remercions les experts El Mostafa Jamea (MENARES), Thomas Blanchet, et Carsten Herzberg (NEXUS) pour leur étude de documents et analyse d'interviews individuelles et également à toutes les personnes qui ont montré leur grand intérêt et inquiétude à soulever les différents défis et solution possibles pour une transition énergétique participative.

Bauke Baumann
Directeur

Fondation Heinrich Böll
Afrique du Nord RABAT
Mars 2018





■ Introduction

La transition énergétique est devenue un thème central pour de nombreux pays au cours de ces dernières années. Le passage des énergies fossiles aux énergies renouvelables représente à la fois un véritable défi (barrières de nature technique, administrative, politique, financière mais également en termes de compétences professionnelles) et une réelle opportunité (développement économique, création d'emplois, augmentation du taux d'accès à l'énergie, réponse aux changements climatiques) pour les pays s'étant lancés dans de telles réformes. La transition énergétique semble même y représenter une nécessité pour pouvoir maîtriser les émissions de gaz à effets de serre, assurer une meilleure indépendance énergétique tout en faisant face à une croissance de la demande énergétique.

Parmi les pays s'étant lancés dans une telle réforme, le Maroc fait figure de « locomotive africaine de la transition énergétique ». Depuis quelques années, le royaume, hôte de la conférence des Parties sur les changements climatiques de 2016 (COP 22), s'est fixé des objectifs ambitieux en matière de stratégie énergétique. Afin de réduire sa dépendance énergétique et de diminuer ses émissions de gaz à effets de serre, le pays veut notamment atteindre 52% de la capacité électrique installée avec des énergies renouvelables d'ici 2030.

Celui-ci a fait également d'importants efforts en matière de gestion de la diversité, avec sa volonté de prendre en compte la question du genre dans ses politiques climatiques et de soutenir la contribution des femmes face aux problèmes énergétiques et climatiques .

Malgré cette stratégie ambitieuse, la société civile organisée et des citoyens semblent être encore trop peu impliqués dans la réalisation de projets liés à la transition énergétique. En 2013 déjà, de nombreuses associations citoyennes avaient clamé, dans le cadre de la 4^{ème} Conférence Desert Tech organisée à Rabat, que la transition énergétique n'était possible qu'avec l'implication de la société civile, notamment concernant l'acceptation sociale des transformations nécessaires et l'engagement des citoyens . Une comparaison avec d'autres pays ayant déjà fait l'expérience d'une participation citoyenne dans les projets énergétiques pourrait éclairer le Maroc sur les bienfaits potentiels d'une transition énergétique participative. Sous le terme transition énergétique participative, nous comprenons ainsi une transition énergétique avec les citoyen-ne-s et pour les citoyen-ne-s. Il s'agit d'une transition énergétique essentiellement basée sur une production d'énergie décentralisée pouvant venir compléter les projets d'énergies renouvelables à grande échelle déjà en opération ou en planification au Maroc. En fonction de l'échelle des projets de transition énergétique, différentes modalités de participation citoyenne sont envisageables. Nous distinguons ici trois modalités concrètes de participation variant donc en fonction de l'échelle du projet mais également du degré d'implication des citoyens :

- 1) *Une participation indirecte des citoyens à travers la prise en compte de leurs intérêts dans la planification et la réalisation de projets de transition énergétique.*
- 2) *Une participation à la transition énergétique à travers la mise à disposition d'informations et la mise en place de débats et consultations pour les citoyens.*
- 3) *Une participation plus directe dans les prises de décision en matière de politique énergétique ou dans le cadre de projets de production ou de sobriété énergétique. Notons que cette forme reste à ce jour quasi-inexistante.*

Le présent document de réflexion a pour objectif de rapporter les voix de la société civile dans le domaine de la transition énergétique au Maroc. En se basant sur 8 entretiens avec différents membres de la société civile et une étude de documents, il adresse la question suivante : Comment la société civile perçoit-elle son implication dans la transition énergétique marocaine et ainsi que les bénéfices qu'elle pourrait en tirer ? Les entretiens ont été conduits auprès de 6 acteurs et actrices marocain-e-s (membres d'ONGs, journalistes, intellectuel-le-s, élu-e-s, militant-e-s politiques et scientifiques). Afin d'obtenir une perspective plus générale sur la transition énergétique participative et ne pas se restreindre au seul contexte marocain, 2 activistes et politicien-ne-s allemand-e-s engagé-e-s dans la transition énergétique à Berlin ont également été interrogé-e-s. Ces entretiens ont été complétés par une étude de documents sur la transition énergétique au Maroc et la transition énergétique participative de manière générale. Les documents étudiés (voir liste en annexe) regroupent des rapports techniques, documents politiques, études scientifiques et articles de presse, réalisés par différent-e-s expert-e-s du secteur de l'énergie





■ 1. Augmenter l'acceptation sociale

Faire participer les citoyen-ne-s à la transition énergétique permettrait aux élu-e-s et aux opérateurs d'obtenir de la part de la société civile une plus grande acceptation des projets de transition énergétique.

Comme de nombreux grands chantiers, les projets liés à la transition énergétique peuvent générer des incompréhensions voir même des résistances de la part de la population locale. Cette thématique est d'autant plus centrale dans le cadre marocain que la question de la propriété des terres, et notamment des terres collectives, et de leur droit d'usage par certaines collectivités ethniques reste très compliquée. Planifier les projets de transition énergétique avec les citoyens permettrait ainsi d'éviter des incompréhensions voire même des conflits avec les communautés locales. Afin de gagner l'adhésion des citoyen-ne-s, il reste nécessaire d'effectuer un travail d'information dès le stade de planification des projets et d'éclairer les citoyen-ne-s sur différentes thématiques, telles que le choix des sites, le choix d'une technologie plutôt qu'une autre, du cadre réglementaire mais également sur les bénéfices concrets d'un tel projet pour les populations locales, notamment en termes d'économie et d'emplois. L'expérience faite au sein de plusieurs pays d'Europe, notamment concernant le développement de parcs éoliens, a montré qu'informer et impliquer les citoyen-ne-s en amont des projets de transition énergétique favorisait l'acceptation des projets de développement des énergies renouvelables parmi la population locale. Dans le cas marocain, cela ne semble pas encore s'effectuer de manière systématique comme le montre la citation ci-dessous. Notons néanmoins, que dans certains cas, comme par exemple à Midelt, les projets de production d'énergies renouvelables sont présentés et discutés en amont avec la population locale.

« En outre, on constate qu'il y a parfois un manque de transparence sur le montage financier de projets d'énergies renouvelables et sur les externalités que ces projets peuvent générer. Les communautés locales et les ayants droits ne sont pas informés ni sensibilisés à propos des impacts générés par le projet. » (Ghassan Waïl El Karmouni, journaliste spécialiste en énergie et infrastructure au sein du mensuel « Economie & Entreprises »)

En tant qu'intermédiaire entre les citoyen-ne-s et les acteurs et actrices de la transition énergétique, la société civile organisée a un rôle central à jouer, non seulement de diffusion de l'information et de discussion avec les populations locales, mais également en représentant les intérêts des citoyen-ne-s vis-à-vis des autorités publiques.

« Ce sont les organisations de la société civile qui contribuent à l'acceptation de la population vis-à-vis de ces projets, et la préservation des projets. Ce sont les organisations de la société civile qui sensibilisent la population à l'importance des projets d'énergies renouvelables et l'importance des mesures d'efficacité énergétique. Les organisations de la société civile jouent aussi un rôle très important en informant la population. » (Président d'une commune au Sud du Maroc)

■ 2. Favoriser l'engagement des citoyens

La participation de la société civile à la transition énergétique peut contribuer à la sensibilisation de la population locale aux enjeux énergétiques et à créer un engagement des citoyens dans la mise en place de la transition énergétique.

Les questions énergétiques relèvent souvent d'un registre technique et les débats sur ces thèmes restent encore trop majoritairement le privilège des expert-e-s. Par conséquent, la majorité des citoyen-ne-s reste exclue de ces débats. Généralement mal informé-e-s, ils/elles n'ont que très peu conscience des enjeux liés à la transition énergétique. Au-delà de l'acceptation sociale, la participation de la société civile permettrait à certain-e-s citoyen-e-s, par le biais d'une sensibilisation et d'une meilleure information aux enjeux énergétiques, de s'engager et de se mobiliser pour la transition énergétique. À terme, une communauté de citoyen-e-s engagé-e-s pour la transition énergétique pourrait voir le jour, développer une vision commune du futur énergétique au sein de leur localité, et influencer les politiques énergétiques à l'échelle locale. A travers la création d'une communauté d'intérêts se formant autour des enjeux énergétiques, de nouvelles formes de sociabilité pourraient voir le jour, notamment pour les femmes et les jeunes. Un autre effet positif d'une participation de la société civile serait l'émergence d'une culture du débat et de la concertation entre les acteurs et actrices impliqué-e-s dans la transition énergétique. Enfin, cet engagement pourrait également dépasser les simples questions énergétiques pour soutenir l'engagement des citoyen-ne-s dans d'autres domaines sous-jacents, tels que la mobilité, l'eau, l'école, la santé...

« Les élu-e-s locaux devraient appuyer tous les projets et initiatives de développement durable, comme le transport en commun. Les élu-e-s locaux devraient aussi promouvoir la culture, les valeurs et les attitudes engagées pour une économie verte. Au niveau local, les élu-e-s devraient donner l'exemple en prenant des attitudes de consommation durable, en protégeant les espaces verts et en œuvrant à faire engager les gens dans les initiatives du développement durable. » (Khaled Rahel, activiste politique)

Encore une fois, les associations de la société civile et les autorités publiques auraient un rôle central à jouer dans l'éducation, le travail d'information et de sensibilisation de la population, et notamment des jeunes générations.

« La transition énergétique est une question de génération. Il faut commencer par l'école et l'éducation des enfants. Il faut aussi leur donner des exemples concrets et l'engagement des parents dans les mesures de transition énergétique. » (Khaled Rahel, activiste politique)

« L'État doit aussi mener une large sensibilisation et mobilisation de la société civile pour un engagement du public dans la réussite de la transition énergétique, car les gens ne sont pas du tout conscients, et l'État se concentre seulement sur l'engagement des experts techniques, parfois étrangers et méconnaissant les réalités locales. » (Président d'une association active dans le domaine de développement durable dans la province d'El Jadida, et professeur d'énergies renouvelables à la faculté de sciences).





■ 3. Renforcer l'implication des femmes

Ouvrir la transition énergétique à la société civile permettrait l'implication d'une plus grande diversité d'acteurs, notamment des femmes, dans la mise en place de projets énergétiques.

Comme indiqué dans l'introduction, le Maroc a tenté de soutenir une politique favorisant la diversité dans les politiques de l'énergie et du climat. Au-delà de ces politiques nationales, une transition énergétique participative contribuerait à renforcer l'implication des femmes dans les projets et politiques énergétiques à l'échelle locale. Comme l'indique une de nos interlocutrices en se basant sur l'exemple de Berlin, le secteur de l'énergie est essentiellement masculin et, idéalement, la mise en place d'une transition énergétique participative contribuerait très certainement à une diversification du secteur, en donnant notamment aux femmes la possibilité de s'impliquer dans des associations ou des projets liés à la transition énergétique (Présidente d'une association environnementale). En accédant à de nouvelles positions au sein d'associations ou dans le cadre de projets énergétiques, les femmes pourraient ainsi légitimer et renforcer leur présence au sein de ce secteur, y bousculer la répartition des rôles, mais également contribuer à le développer en y intégrant leur propre vision de la transition énergétique⁶.

Au Maroc, les femmes souffrent encore, et surtout dans les campagnes, d'un taux d'analphabétisation élevé (environ 40%), ce qui peut dans certains cas représenter une barrière importante à leur participation dans des projets de transition énergétique. Malgré cela, le rôle des femmes dans la transition énergétique au Maroc reste cruciale, notamment dans le domaine de la sobriété énergétique, si l'on considère leur fonction au sein du foyer, lieu important de la consommation énergétique, et dans la gestion des affaires domestiques. Elles sont donc les premières personnes à être confrontées aux enjeux énergétiques et les impliquer dans ce domaine leur permettrait de faire valoir leurs intérêts mais également d'optimiser les politiques et projets énergétiques en fonction de besoins quotidiens. Enfin, les femmes disposent d'une responsabilité importante concernant l'éducation des jeunes au sein des foyers et pourraient donc jouer un rôle déterminant dans les questions de consommation et de sobriété énergétique.

« Les femmes ont la capacité de multiplier les idées dans les foyers et en éduquant les nouvelles générations (...) Il faut impliquer les femmes et les jeunes dans la prise de décision concernant les projets de développement et les projets d'efficacité énergétique car ce sont des vrais et grands multiplicateurs. » (Président d'une commune au Sud du Maroc)

« Les femmes, surtout dans le monde rural, jouent un grand rôle de sensibilisation et d'éducation des nouvelles générations quant à l'importance de l'économie d'énergie (...). Il y a des associations de femmes qui utilisent les panneaux photovoltaïques pour résoudre les problèmes de coupure d'électricité. En plus, les femmes ont une grande capacité à convaincre la société et les nouvelles générations de l'importance de l'économie d'énergie. » (Yassine Naji, jeune activiste et cadre au sein d'Injaz Maghreb)

■ 4. Encourager des comportements de sobriété énergétique

Faire participer les citoyen-ne-s à la transition énergétique contribuerait substantiellement à l'efficacité et à la sobriété énergétique

La transition énergétique ne couvre pas simplement la production d'énergies renouvelables. Une contribution importante des citoyen-ne-s passe également par les mesures d'efficacité énergétique, c'est-à-dire l'utilisation d'appareils plus performants, et la sobriété énergétique, c'est-à-dire une consommation plus maîtrisée menant à des économies d'énergie. Ces économies d'énergie réalisées majoritairement au sein des foyers pourraient s'effectuer de deux manières : d'une part, il s'agit de sensibiliser les ménages aux problèmes liés au gaspillage d'énergie et plus généralement à la consommation quotidienne. Ici, les autorités publiques (locales ou nationales), mais également les associations environnementales, auraient un rôle important à jouer dans la sensibilisation de la population. Les femmes, en tant que personne centrale au sein du foyer (voir raison 3) pourraient également jouer le rôle d'intermédiaire entre les associations et les autres membres du foyer. D'autre part, il faut inciter les différents acteurs, que ce soient les ménages ou les entreprises, à opter pour les technologies les moins énergivores possibles.

« Les citoyen-ne-s ont aussi besoin d'accompagnement et d'une sensibilisation pour la gestion de leur consommation d'électricité ; et surtout en ce qui concerne le remplacement des appareils électroménagers énergivores par des appareils plus performants en matière de consommation électrique. » (Yassine Naji, jeune activiste et cadre au sein d'Injaz Maghreb)

« Il faut aussi que l'État s'investisse dans la sensibilisation des gens à propos de pratiques d'économie d'énergies et respectant l'environnement. Ainsi sur les valeurs de consommation durable. » (Khaled Rahel, activiste politique)

Comme nous l'a indiqué la majorité de nos interlocuteurs et interlocutrices, la question de l'efficacité énergétique est centrale dans la transition énergétique au Maroc. A leur connaissance cependant, cette question ne semble jusqu'à présent pas avoir été officiellement traitée de manière systématique par les autorités compétentes, notamment concernant les mesures de sobriété énergétique.

« Actuellement, on ne constate aucun programme d'efficacité énergétique à part les avis publicitaires d'ONEE sur la rationalisation de la consommation d'électricité. » (Ghassan Waïl El Karmouni est un journaliste spécialisé en énergie et infrastructure au sein du mensuel « Economie & Entreprises »)

La mise en place de mesures d'efficacité énergétique, quant à elle, semble rencontrer des barrières majoritairement d'ordre réglementaire.





« Il faut aussi inciter le public et les citoyen-ne-s à adopter les mesures d'efficacité énergétique à travers la subvention de technologies propres et à travers le renforcement et l'application de la loi (...). Il y aussi le problème de la complexité de la procédure administrative actuelle pour bénéficier par exemple de subventions pour un chauffe-eau solaire. Il y a plusieurs intervenants dans le processus de subventions et les demandeurs se perdent dans cette procédure. » (Président d'une association de développement durable dans la province d'El Jadida, et professeur dans le domaine des énergies renouvelables à la faculté de science).

■ 5. Stimuler la création d'emplois

La participation citoyenne à la transition énergétique contribuerait à la réalisation de nouveaux projets et permettrait de créer des emplois pour la population locale

La création de nouveaux emplois est un enjeu d'autant plus important que le taux de chômage au Maroc avoisine les 10% pour atteindre plus de 20% chez les jeunes. Même si dans le cadre d'une transition énergétique participative, une partie du travail des citoyennes s'effectue de manière bénévole⁷, le développement de projets participatifs contribue à la création d'emplois que ce soit dans la planification, dans la réalisation du projet ainsi que dans son exploitation une fois le projet réalisé. Les projets participatifs de transition énergétique permettraient notamment de créer des emplois dans des régions rurales et plus enclines au chômage. Afin de développer ces projets, il reste cependant nécessaire que les banques et les autorités publiques soutiennent les investissements financiers de ces projets.

« L'exploitation des énergies renouvelables contribuera aussi à la création de milliers d'emploi pour les jeunes marocain-e-s, autant dans les grandes villes que dans des régions isolées et là où l'on développe les centrales d'énergies renouvelables. » (Intellectuel Marocain)

« Il faut aussi que l'État encourage les banques à financer les projets d'énergies renouvelables et d'efficacité énergétique de moyenne et petite taille qui sont indispensables pour assurer une transition énergétique inclusive, participative, juste et efficiente. » (Président d'une association de développement durable dans la province d'El Jadida, et professeur dans le domaine des énergies renouvelables à la faculté de science).

Une barrière potentielle à la création d'emplois reste cependant la nécessité d'avoir des employés disposant d'une formation adaptée aux nouveaux besoins créés par le développement de projets de transition énergétique.





■ 6. Développer une offre de formation pour les jeunes

La participation des citoyen-ne-s à la transition énergétique contribuerait à terme à la création de nouvelles formations afin de répondre aux besoins d'expertise nécessaires dans ce domaine.

Le développement et le maintien de projets énergétiques participatifs permet non seulement de créer des emplois mais pousserait également à développer une offre de formation adaptée aux nouveaux besoins liés à la transformation du système énergétique. Ces changements font apparaître de nouveaux besoins en expertise et nécessitent des savoirs et connaissances qui ne sont pas forcément disponibles dans les régions où les projets de transition énergétique sont réalisés. Les projets participatifs tendent à impliquer les citoyens qui n'ont pas forcément les connaissances nécessaires dans le domaine et à travers la mise en place de formations idoines, de nouvelles perspectives professionnelles pourraient se créer pour certains citoyens impliqués dans ces projets, ainsi que le montre le projet Noor Ouazazate.

« Le projet [Noor Ouarzazate] a aussi permis la formation des techniciens, des ouvriers et des ingénieurs. Ainsi, le projet a permis la création et le développement des cursus de formations dans les centres de formation locaux. » (Yassine Naji, jeune activiste et cadre au sein d'Injaz Maghreb).

Pour nos interlocuteurs, la mise en place de formations dans le domaine des énergies renouvelables profiterait non seulement aux régions structurellement faibles mais ouvrirait également de nouvelles opportunités pour les jeunes générations. Par ailleurs, le développement d'une offre de formation permettrait de développer une expertise locale dans le domaine des énergies et de s'affranchir en partie de l'expertise internationale dont elle est dépendante.

« Le Maroc est aussi confronté aux problématiques de manque d'expertise pour développer, construire, opérer et maintenir des projets d'énergies renouvelables. » (Président d'une commune au Sud du Maroc)

« Le Maroc a besoin de préparer une main d'œuvre hautement qualifiée pour réaliser une transition énergétique vers le déploiement des technologies d'énergies renouvelables et l'efficacité énergétique. Un exemple est le parc éolien de Tanger où une panne peut entraîner un arrêt de production vu le manque de personnel qualifié pour la maintenance et la réparation. » (Yassine Naji, jeune activiste et cadre au sein d'Injaz Maghreb).

■ 7. Faciliter l'innovation sociale

Impliquer les citoyen-ne-s dans les projets de transition énergétique pourrait apporter des solutions innovantes aux besoins spécifiques de certaines communautés locales

Beaucoup de politiques en faveur du climat et de la transition énergétique sont mises en place sans vraiment prendre en compte les besoins spécifiques des contextes locaux⁸. Afin de profiter pleinement des bénéfices de la transition énergétique, il est nécessaire d'appréhender les transformations de manière compréhensive, c'est-à-dire en prenant également en compte les spécificités locales et des intérêts des communautés locales. Une telle approche de la transition énergétique n'est possible qu'en faisant participer la population aux projets de transition énergétique, c'est-à-dire en intégrant les expériences des communautés locales dans les projets de transition énergétique. Cette approche permettrait ainsi de développer des réponses innovantes adaptées aux situations locales et dépassant même le cadre de la transition énergétique. On pourrait ainsi parler d'innovation sociale. «L'innovation sociale consiste à élaborer des réponses nouvelles à des besoins sociaux nouveaux ou mal satisfaits dans les conditions actuelles du marché et des politiques sociales, en impliquant la participation et la coopération des acteurs et actrices concerné-e-s, notamment des utilisateurs et des usagers. Ces innovations concernent aussi bien le produit ou le service, que le mode d'organisation ou de distribution»⁹ (CCSES, 2011).

Les deux prochaines citations montrent que les projets énergétiques participatifs peuvent avoir des effets positifs importants sur les communautés locales dépassant les enjeux énergétiques.

« En outre, les agriculteurs pourraient être encouragés à utiliser le pompage solaire par des systèmes PV [photovoltaïques] en irrigation. Il y a l'exemple où l'utilisation de PV a même contribué à une amélioration des relations humaines ; en effet, un agriculteur s'est félicité du fait que l'utilisation de PV au lieu de diesel pour le pompage d'eau a contribué à réduire ses disputes avec les ouvriers, qu'il accusait de voler des quantités de gasoil » (intellectuel Marocain)

« Dans la commune de Fam El Hisn, il y a une expérience d'utilisation des systèmes de pompage solaire pour des points d'eau servant au cheptel des nomades. Ce projet en partenariat avec des acteurs et actrices de la société civile, des citoyen-ne-s et des jeunes, a permis d'apaiser la souffrance des nomades qui devait se déplacer très souvent pour aller chercher de l'eau, et surtout les enfants de nomades qui devaient aller chercher l'eau. Ce projet a aussi permis d'encourager les nomades à s'installer dans des zones pour faciliter la scolarisation de leurs enfants. » (Président d'une commune au Sud du Maroc).





■ 8. Renforcer l'économie locale

La participation citoyenne à la transition énergétique favoriserait le développement économique local en focalisant sur les ressources humaines et matérielles à disposition et en renforçant le lien entre les usagers et les entreprises locales.

D'après certains enquêtés, le Maroc manque d'un tissu de production locale aussi bien dans le domaine de centrales de production d'énergies renouvelables que dans le domaine de l'efficacité énergétique. Dans la plupart des cas, les entreprises locales manquent de compétences afin de pouvoir s'atteler à des projets d'énergies renouvelables. Enfin, il semblerait que dans le cadre de chantiers énergétiques, les porteurs de projets ne contribueraient pas pleinement au développement économique local.

« Par exemple, le projet d'Ouarzazate a été prévu comme un projet intégré qui devait impliquer des citoyen-ne-s. Cependant, il y avait des retards pendant sa construction. En plus, les entreprises locales n'ont pas pu répondre aux appels d'offre lancés dans le cadre de ce projet, vu que les conditions et exigences n'étaient pas à la portée de petites et moyennes entreprises. Il fallait habiliter les entreprises locales et les préparer pour qu'elles puissent participer dans les programmes d'énergies renouvelables dans le pays. (...) Même les matériaux de construction passive sont importés. Je trouve qu'il faut aussi établir une production locale de base qui peut répondre au marché d'efficacité énergétique et qui peut être proche de la clientèle dans le marché local. » (Président d'une association de développement durable dans la province d'El Jadida, et professeur dans le domaine des énergies renouvelables à la faculté de science).

En favorisant, à côté des grands projets mis en œuvre, des projets d'énergie renouvelable décentralisés, une transition énergétique participative tendrait à créer une demande en biens et en services (services d'installation et de maintenance, études préalables, matériaux, conseil en efficacité énergétique etc...) et à dynamiser la production des entreprises locales. L'augmentation de l'activité de ces entreprises permettrait d'avoir des retombées économiques importantes au sein des régions concernées. Enfin, la participation des citoyens à la transition énergétique pourrait même contribuer à transformer d'autres secteurs économiques et voir apparaître de nouvelles formes d'organisation afin de répondre aux besoins de cette nouvelle économie.

« Le Maroc pourrait développer toute une économie sociale et solidaire autour d'énergie. Le pays pourrait créer des coopératives d'énergie et encourager les jeunes à s'investir dans ce créneau. » (Khaled Rahel, Activiste politique)

■ 9. Augmenter la production d'énergie décentralisée et renouvelable

La participation de la société civile à la transition énergétique renforcerait la mise en place d'une production décentralisée et pourrait accroître la production d'énergie renouvelable

Actuellement, environ 93% de l'énergie consommée au Maroc est importée. Malgré ses efforts en termes de transition énergétique, le Maroc reste donc fortement dépendant de l'étranger pour son approvisionnement en énergie. En optant pour une production d'énergie décentralisée, la transition énergétique participative permettrait de renforcer la production d'énergies renouvelables au Maroc et donc à terme de réduire de manière substantielle sa dépendance énergétique.

« Le Maroc paie aussi une lourde facture d'import d'énergie ; et le déploiement des projets d'énergies renouvelables contribueront sans doute à alléger la facture d'import et l'exploitation des ressources renouvelables est inépuisable dans le pays. En outre, l'exploitation des énergies renouvelables contribuera à réduire l'insécurité du pays vis-à-vis de l'approvisionnement énergétique. » (Intellectuel Marocain)

Pour cela, un certain nombre de barrières doivent être levées afin de permettre aux citoyennes ou à la société civile de pouvoir contribuer à la production d'énergies renouvelables. Par exemple, des mécanismes d'incitation financière – feed-in tarif – pourraient être mis en place afin d'encourager le développement des énergies renouvelables (Président d'une association de développement durable dans la province d'El Jadida, et professeur dans le domaine des énergies renouvelables à la faculté de science). Par ailleurs, il conviendrait d'ouvrir un dialogue avec les différents acteurs responsables de la production, et notamment les régies et les délégataires, afin que ceux-ci puissent favoriser le développement des énergies décentralisées et ne bloquent pas l'ouverture du marché à de nouveaux acteurs.





■ 10. Renforcer l’approvisionnement des zones rurales

L’introduction de projets énergétiques participatifs favoriserait la production d’énergie dans des zones en marge du réseau de distribution, notamment dans les zones rurales.

Suite à une politique lancée dans les années 1990, orchestrée notamment par l’ONEE, l’accès à l’électricité au Maroc a été généralisé et, comparé à de nombreux pays d’Afrique, le royaume dispose ainsi d’un taux d’électrification s’approchant des 100%. Malgré cet excellent résultat, il semblerait que certains villages aient encore des difficultés d’approvisionnement. Comme l’illustre le cas de Tasselmente, village proche de la central Noor, le problème consiste d’une part à installer des poteaux électriques dans les villages – programme co-financé par Masen (l’agence marocaine pour les énergies renouvelables) -, et d’autre part, à raccorder des foyers les plus pauvres au réseau¹⁰. Faire participer la société civile à certains projets de transition énergétique pourrait contribuer à régler le problème d’approvisionnement de certaines communautés en marge du réseau de distribution et ainsi de raccorder les toutes dernières zones isolées du territoire marocain. Au-delà de l’aspect purement énergétique, l’approvisionnement de certaines zones marginales par le biais de l’implication des populations locales pourrait également permettre l’exploitation agricole de certaines de ces zones.

« Actuellement, le réseau électrique est saturé à certains endroits et pourrait être renforcé pour pouvoir développer des centrales électriques surtout dans les zones marginales. (...) Pour réussir davantage cette transition, on pourrait renforcer le réseau électrique de transport surtout dans certaines zones marginales comme la province de Tata afin de pouvoir développer des centrales pour exploiter les zones arides où l’on ne peut pas pratiquer l’agriculture et où les ressources solaires sont importantes. » (Président d’une commune au Sud du Maroc).

« Les nomades utilisent des panneaux photovoltaïques pour charger les batteries des appareils électroniques et aussi pour charger les batteries qu’on utilise par la suite pour l’éclairage. » (Yassine Naji, jeune activiste et cadre au sein d’Injaz Maghreb)

■ Conclusion

Ce document avait pour but de saisir l'opinion de certains membres de la société civile sur le potentiel et les limites d'une transition énergétique participative au Maroc. Il s'agissait moins de critiquer l'état actuel de la transition énergétique au Maroc que d'apporter des éléments de réflexion sur la manière dont la société civile pourrait contribuer à rendre la transition énergétique plus effective et permettre à l'État Marocain d'atteindre ses objectifs ambitieux en matière de politique énergétique.

Si cette étude n'a pu donner la parole qu'à huit membres de la société civile, dont seulement six Marocain-ne-s, elle montre cependant que ces acteurs et actrices ont de nombreuses idées sur la manière dont la transition énergétique peut être développée au sein de leur pays. Finalement tous s'accordent sur la nécessité de s'engager de manière plus participative sur ce vaste chantier, si jamais la société marocaine veut avoir la chance de profiter des nombreux avantages esquissés dans cette étude.

Malgré tout, certains développements récents peuvent laisser présager des changements en faveur d'une transition énergétique plus inclusive de la société civile et les citoyens. Tout d'abord, il semblerait, au moins dans les textes, qu'un effort soit fait pour une meilleure prise en compte des intérêts des populations locales lors de la réalisation de projets liés à la transition énergétique. Ainsi, dans le cas du projet de complexe d'énergie solaire de Midelt, un plan d'engagement des parties prenantes a été mise en place offrant notamment l'opportunité à tous les acteurs impliqués, y compris « les groupes marginalisés (...) d'exprimer leurs opinions et leurs préoccupations¹¹ ». Concernant les instruments d'information et de consultation des citoyens, certains projets innovants voient le jour, comme par exemple à Chefchaouen, où un Centre Info Énergie a été mise en place en 2015 ayant pour but d'informer et de sensibiliser les ménages mais également les professionnels sur les questions de consommation énergétique. En parallèle, un conseil participatif, composé d'une cinquantaine d'acteurs locaux, a également été mis en place afin de débattre sur la transition énergétique à Chefchaouen. Finalement, concernant la participation des citoyens à la production d'énergie, des négociations sont également en cours afin de mettre en application la loi d'ouverture du marché de la basse tension, ce qui permettrait notamment aux particuliers de produire de l'énergie (solaire) et de se raccorder au réseau de distribution basse tension¹².





■ Annexe Méthodologique

Ce document a été réalisé sur la base d'entretiens semi-directifs et d'une étude de document. Les entretiens et les documents les plus importants ont été codés par le biais d'Atlas.ti.

■ Liste des acteurs et actrices interrogé-e-s lors de l'enquête :

1. Président d'une commune au Sud du Maroc
2. Intellectuel Marocain
3. Ghassan Waïl El Karmouni, journaliste spécialiste en énergie et infrastructure au sein du mensuel « Economie Entreprises »
4. Yassine Naji, jeune activiste et cadre au sein d'INJAZ MAGHREB, fondation ayant pour but d'initier les jeunes dans le domaine de l'entrepreneuriat durable et lié à l'énergie
5. Président d'une association de développement durable dans la province d'El Jadida et professeur dans le domaine des énergies renouvelables à la faculté de science
6. Khaled Rahel, activiste politique au sein de la fédération démocratique de gauche
7. Présidente d'une association environnementale à Berlin
8. Ancien membre d'une association environnementale de Berlin et actuel membre du parlement de Berlin pour le parti écologique

■ Liste des documents étudiés

1. ACSEA – African Coalition for Sustainable Energy and Access (2017): Africa Renewable Energy Initiative For Africa: African Civil Society Organizations Perspective, Nairobi.
2. Africa Renewable Energy Initiative (2016), A framework for transforming Africa towards a renewable energy powered future with access for all.
3. Africa Renewable Energy Initiative (2017), Progress Report
4. Bündnis Bürger Energie e.V. (2015), „Das bringt Bürgerenergie – 10 Gute Gründe für eine Breite Akteursvielfalt“, Berlin.
5. BMZ – Bundesministerium für wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung (2017, Juni): Grüne Bürgerenergie für Afrika. BMZ Papier 06/2017, Bonn.
6. BMZ – Bundesministerium für wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung (2017, Januar): Afrika und Europa – Neue Partnerschaft für Entwicklung, Frieden und Zukunft. Eckpunkte für einen Marshallplan mit Afrika, Bonn.
7. Boisbigault, L. (2017), « Le Maroc, locomotive africaine de la transition énergétique », Le monde de l'énergie, accessible en ligne : <http://www.lemondedelenergie.com/le-maroc-locomotive-africaine-de-la-transition-energetique/2017/04/28/> (consulté le 12.09.2017)

8. Clancy, J. (2016), "In the light of what we know: Gender and energy transformations", Inaugural lecture, 24.11.2016, University of Twente
9. Climate Action Network International, " Civil Society in the MENA region calls for renewable energy and climate protection ", communiqué de presse, 01 Novembre 2013, accessible en ligne : <http://www.climatenetwork.org/press-release/civil-society-mena-region-calls-renewable-energy-and-climate-protection> (Consulté le 12.09.2017)
10. Conseil Supérieur de l'Economie Sociale et Solidaire (2011), Rapport de synthèse du Groupe de travail Innovation Sociale, Paris.
11. Dref, N. (2017), « Énergies renouvelables : la feuille de route pour la basse tension dès 2018 », *L'Économiste*, p.8
12. Fishedick, Manfred (2015): Renewable Energy Transition in Jordan and the MENA Region, Jordan, Friedrich Ebert Stiftung Jordan & Iraq
13. Germanwatch/Bread for the World (2017): Summary of NGO workshop on the Africa Renewable Energy Initiative (AREI), 10. Februar 2016, Berlin
14. Heinrich Böll Stiftung (2016): Perspectives (n°9). Middle East & North Africa. A Region Heating Up. Climate Change Activism in the Middle East and North Africa.
15. IRENA – International Renewable Energy Agency (2015): Africa 2030: Roadmap for a Renewable Energy Future, Abu Dhabi.
16. Klawitter, Jens (2017, Februar): Kommentierung des Entwurfs zum Marshallplan mit Afrika – Schwerpunkt Energie und Infrastruktur, Blog, <https://germanwatch.org/de/13571>
17. Klawitter, Jens/ Weischer, Lutz (2016): Neue Energie für Africa. Renewable Energy Initiative (AREI), blog, <https://germanwatch.org/de/12944>
18. Maisterra, P. (2016), « Exclut de l'énergie Solaire », *Courrier International*, n1359
19. MASEN, (2017), Projet de Complexe d'énergie solaire de 800 MW à Midelt – Maroc. Plan d'acquisition de terrain lié à l'acquisition d'eau brute, <http://documents.worldbank.org/curated/en/628191508164675614/pdf/SFG3673-V2-RP-FRENCH-P164288-Box405303B-PUBLIC-Discovered-10-16-2017.pdf>
20. Oudghiri, M. (1993), « Propriété de la terre : Des statuts bien compliqués », *l'Economiste*, accessible en ligne : <http://www.leconomiste.com/article/propriete-de-la-terre-des-statuts-bien-compliques> (consulté le 04.12.2017).
21. Quitzow, Rainer/ Röhrkasten, Sybille/ Jacobs, David/ Bayer, Benjamin/ El Jamea, Mostafa/ Waweru, Yvonne/ Matschoss, Patrick (2016.): Die Zukunft der Energieversorgung in Afrika. Potentialabschätzung und Entwicklungsmöglichkeiten der erneuerbaren Energien, Potsdam, IASS.
22. Reifeld, Helmut (2016, Februar): COP 22: Marokko ist schon angekommen (Länderbericht), Rabat.





23. Röhrkasten, Sybille/ Quitzow, Rainer/ Auktor, Georgeta/ Westphal, Kristen (2016): Die internationale Energiewendepolitik stärken - in Nordafrika und darüber hinaus (IASS Policy Brief 4/2016), Potsdam, IASS
24. Schinke, Boris/Klawitter, Jens (2016): Background Paper: Country Fact Sheet Morocco, Bonn, Germanwatch.
25. Unmüßig, Barbara (2015): Sechs Thesen zur Rolle von zivilgesellschaftlichen Akteuren in der Transformation, in: VENRO (Hg.); Rolle und Strategien entwicklungspolitischer NRO im Kontext zukunftsfähiger Entwicklung (Diskussionspapier 1/2015), Berlin, 5 9-
26. UNEP/ Norwegian Ministry of Foreign Affairs (2016): Renewable energy and energy efficiency in developing countries: contributions to reducing global emissions, Nairobi.
27. WFC World Future Council (2016): A Roadmap for 100% Renewable Energy in Morocco, Hamburg, 60 p.

■ Notes de Fin

- 1 : Boisbigault, L. (2017), « Le Maroc, locomotive africaine de la transition énergétique », *Le monde de l'énergie*, accessible en ligne : <http://www.lemondedelenergie.com/le-maroc-locomotive-africaine-de-la-transition-energetique/2017/04/28/> (consulté le 12.09.2017)
- 2 : El Karmouni, W.G. (2016), « Moroccan Energy Policy: From One Dependence to Another », In: Heinrich Böll Stiftung, *Perspectives* (n°9). Middle East & North Africa. A Region Heating Up. Climate Change Activism in the Middle East and North Africa.
- 3 : Haddad, F.F. (2016), « Assessing Gender Concerns in Climate Change Projects in Arab Countries », In: Heinrich Böll Stiftung, *Perspectives* (n°9). Middle East & North Africa. A Region Heating Up. Climate Change Activism in the Middle East and North Africa.
- 4 : Climate Action Network International, “ Civil Society in the MENA region calls for renewable energy and climate protection ”, communiqué de presse, 01 Novembre 2013, accessible en ligne : <http://www.climatenetwork.org/press-release/civil-society-mena-region-calls-renewable-energy-and-climate-protection> (Consulté le 12.09.2017)
- 5 : Oudghiri, M. (1993), « Propriété de la terre : Des statuts bien compliqués », *l'Economiste*, accessible en ligne : <http://www.leconomiste.com/article/propriete-de-la-terre-des-statuts-bien-compliques> (consulté le 04.12.2017)
- 6 : Clancy, J. (2016), “In the light of what we know: Gender and energy transformations”, Inaugural lecture, 24.11.2016, University of Twente.
- 7 : Bündnis Bürger Energie e.V. (2015), „Das bringt Bürgerenergie - 10 Gute Gründe für eine Breite Akteursvielfalt“, Berlin.
- 8 : Haddad, F.F. (2016), « Assessing Gender Concerns in Climate Change Projects in Arab Countries », In: Heinrich Böll Stiftung, *Perspectives* (n°9). Middle East & North Africa. A Region Heating Up. Climate Change Activism in the Middle East and North Africa.
- 9 : Conseil Supérieur de l'Economie Sociale et Solidaire (2011), *Rapport de synthèse du Groupe de travail Innovation Sociale*, Paris.
- 10 : Maisterra, P. (2016), « Exclus de l'énergie Solaire », *Courrier International*, n1359.
- 11 : MASEN, (2017), *Projet de Complexe d'énergie solaire de 800 MW à Midelt - Maroc. Plan d'acquisition de terrain lié à l'acquisition d'eau brute*, p.12. Document accessible en ligne : <http://documents.worldbank.org/curated/en/628191508164675614/pdf/SFG3673-V2-RP-FRENCH-P164288-Box405303B-PUBLIC-Disclosed-10-16-2017.pdf> (Consulté le 19.02.2018)
- 12 : Dref, N. (2017), « Énergies renouvelables : la feuille de route pour la basse tension dès 2018 », *L'Économiste*.



■ ■ ■ **HEINRICH BÖLL STIFTUNG**
AFRIQUE DU NORD RABAT
شمال إفريقيا الرباط

À propos de l'étude

Ce document présente une étude consolidant les différentes raisons pour une transition énergétique participative basée sur un travail de terrain et vise aussi à rapporter les voix de la société civile dans le domaine énergétique au Maroc.

Auteurs: El Mostafa Jamea, Thomas Blanchet et Carsten Herzberg

Editeur: Heinrich-Böll-Stiftung Afrique du Nord Rabat

Date de Publication: Mai 2018

Conception et Impression: GraphoPub

Crédits Photo: Soufyane Fares



Publié par la Heinrich-Böll-Stiftung Afrique du Nord Rabat, 2018.

Vous êtes autorisé à partager, distribuer et communiquer ce matériel par tous les moyens et sous tous formats, selon les conditions suivantes : Attribution – Vous devez créditer l'œuvre, intégrer un lien et indiquer si des modifications ont été effectuées ; Pas d'utilisation commerciale – Vous n'êtes pas autorisé à vendre tout ou une partie du matériel composant cette œuvre ; Pas de modifications – dans le cas où vous effectuez un remix, que vous transformez ou créez à partir du matériel composant l'œuvre originale, vous n'êtes pas autorisé à distribuer ou mettre à disposition l'œuvre modifiée.

La Fondation Heinrich Böll Afrique du Nord Rabat ne peut être tenue pour responsable de l'usage de ce document par de tierces parties.



10 Raisons pour une Transition Énergétique Participative au Maroc

El Mostafa Jamea, Thomas Blanchet et Carsten Herzberg.

Le Maroc se positionne depuis plusieurs années comme précurseur dans les politiques des énergies renouvelables. Le pays avance à une vitesse très rapide en termes de déploiement de projet d'énergies renouvelables et s'est très vite positionné en tant que pionnier à l'échelle africaine. Néanmoins, la stratégie d'inclusion des parties prenantes et de la participation citoyenne à cette transition énergétique, ingrédient essentiel d'une politique énergétique durable, n'a pas avancé de la même manière. À la lumière de ce contexte, la Fondation Heinrich-Böll-Stiftung Afrique du Nord Rabat hbs a décidé de publier une étude consolidant les différentes raisons pour une transition énergétique participative basée sur un travail de terrain. Ce document présente une première réflexion sur la manière dont une transition énergétique participative pourrait avoir lieu au Maroc et sur ses potentiels bénéfiques. Il livre ainsi une esquisse de l'angle dont la société civile marocaine perçoit une transition énergétique citoyenne.